



EXPERTISE GESTION DES RISQUES

Une interview de Médéric Petit, PDG de Media Contact Services et commissaire général des Rencontres Risque & Secteur Public (Paris, les 13 et 14 mai 2009)

Vers une culture publique de gouvernance du risque

Journal des Communes : Quels sont l'origine et le positionnement de ces Rencontres ?

Médéric Petit : Ces Rencontres sont nées d'un besoin exprimé par les directeurs généraux des services des collectivités territoriales de développer une « culture publique de gouvernance du risque » et d'optimiser les outils, process et compétences dédiés à la prévention et à la gestion des risques, à l'instar des pratiques de *risk management* dans le secteur privé.

Initiées par Media Contact Services et Primo France, sous l'impulsion de Gérard Combe et du Syndicat national des directeurs généraux de collectivités territoriales, ces rencontres sont organisées en étroite coopération avec les instances

publiques concernées. Elles sont parrainées au plus haut niveau par le ministère de l'Intérieur et le MEEDDAT.

JdC : Quel est le profil des partenaires et des auditeurs de ces rencontres ?

M.P. : Avec 600 participants, la première édition des Rencontres a permis de jeter les bases d'un rendez-vous annuel à fort contenu, 100% cœur de cible autour des acteurs publics et privés qui ont la charge de prévenir et de gérer les risques qui engagent, à un moment ou à un autre, la responsabilité publique. Temps national unique de débat, d'échanges d'expertises et de formation professionnelle, ces Rencontres rassemblent élus et décideurs des administrations centrales déconcentrées et territoriales, des associations spécialisées, des établissements publics et de leurs partenaires pri-



Les risques sanitaires seront également au programme des débats.

vés, qu'ils soient générateurs de risques et/ou porteurs de solutions et de services en terme de prévention et de gestion.

JdC : Après le succès de la première édition, quelles perspectives pour les Rencontres 2009 ?

M.P. : Le sujet étant plus que jamais d'actualité, à l'instar des risques financiers par exemple, la deuxième édition est caractérisée par une très forte mobilisation des administrations centrales et des décideurs politiques qui souhaitent précisément mettre en avant l'organisation et les périmètres de responsabilités des acteurs concernés. A une mobilisation au plus haut niveau de l'Etat - madame le Ministre Michelle Alliot-Marie ouvrira la manifestation - répond celle des élus et des responsables publics territoriaux, leurs représentants associatifs à l'AMF, à l'AMGVE, au CNFPT, au SNDG, notamment, ayant décidé d'intervenir en conférence.

JdC : A l'échelon territorial, quels sont les enjeux de la gestion des risques ?

M.P. : Dans un contexte d'élargisse-

Risque de pollution, risque de crue, risque sanitaire, risque financier... Ces deux journées rassembleront des experts de ces domaines



ment continu de leurs compétences, les décideurs des collectivités territoriales doivent faire face à un risque global et multiforme. Les enjeux de la gestion des risques sont doubles : optimiser la prévention d'une part et d'autre part, bien connaître et s'intégrer dans la chaîne des acteurs intervenant dans la gestion de crise, sous l'autorité des services du Ministère de l'Intérieur. Cette question est fondamentale. Elle ne peut être traitée en quelques lignes et c'est précisément l'objet de ces Rencontres.

JdC : L'objectif de cette deuxième édition est de favoriser l'émergence du Risk management en secteur public, comment ?

M.P. : En contribuant à faire émerger une culture publique du risque au niveau local et en développant des compétences spécifiques dans les collectivités territoriales. Certaines collectivités, en raison de leur taille, disposent d'une fonction transverse de *risk manager*, à l'image des pratiques développées dans le secteur privé et dans les ministères, comme au MEEDDAT.

Le rôle du *risk manager* est d'assister le maire, le DGS, l' élu, dans la coordination de la prévention des risques auxquels est confrontée la collectivité territoriale, au travers de toutes les directions des services (urbanisme, affaires sociales et santé, services techniques, juridiques, financiers RH...). Le *risk manager* va alors avoir une vision stratégique, une aptitude à planifier et à accompagner la décision de l' élu.

Dans les collectivités de taille plus réduite, les compétences de gestion des



Lors de ces rencontres, le directeur du Journal des Communes, Charles-Henry Dubail, animera un débat sur les risques naturels et environnementaux

risques sont portées et développées plus directement par l' élu et son DGS

JdC : Qu'est ce qui fait de ces Rencontres un rendez-vous différent ?

M.P. : Ces Rencontres reprennent les mêmes caractéristiques que les opérations développées par Media Contact Services :

- ciblage très précis des participants, tant au niveau des intervenants que des auditeurs : il s'agit toujours de mettre en relation des populations « professionnelles homogènes » ;
- élaboration des contenus en collaboration avec les intéressés au sein d'un comité éditorial regroupant nos partenaires ;
- promotion en phase avec ce ciblage à travers tous les supports print et web spécialisés des partenaires de l'opération ;

- construction d'un programme alternant les conférences, les formations et les moments de convivialité propices aux échanges « privés ».

Ce modèle qui a fait ses preuves depuis plusieurs années, favorise les échanges entre les personnes et multiplie les opportunités de contacts utiles et de partages d'expérience, contribuant ainsi à l'émergence de bonnes pratiques

Programme détaillé et inscriptions sur : www.risquepublic.com

Les 2^{es} Rencontres Risques et secteur public

- 6 conférences plénières et thématiques représentant 12 heures d'intervention,
- le soutien très actif du Ministère de l'Intérieur et du MEEDDAT,
- la forte participation des associations d'élus et responsables publics comme par exemple Jacques Péliissard pour l'AME, Michel Destot pour l'AMGVF et Michel Mercier pour le Sénat .
- 50 intervenants prestigieux et parmi eux, des ministres, des élus, des hauts fonctionnaires, d'éminents spécialis-

tes, tels Claude Martinand, président de l'IGD et Claude Collin, président du conseil scientifique et technique de l'IPGR ;

- des partenaires privés très pointus sur les thématiques abordées, notamment issus du conseil de l'organisation de la finance ou du juridique...

- 5 modules de formation et sensibilisation délivrées à près de 300 personnes, en collaboration avec le CNFPT, l'INHES, l'IERSE, l'IGD, les cabinets de conseil, Arseo, Stasi & Associés, Marsh, Arcet Notation, Protiviti ...